

COMMUNIQUE DE PRESSE

SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES « STA »
Siège Social: ZI Borj Ghorbel Ben Arous

**Appel à candidature au poste d'administrateur représentant les actionnaires
minoritaires pour les années 2025-2026-2027**

En application des nouvelles exigences légales édictées par la loi 2019-47 relative à l'amélioration du climat de l'investissement, au règlement général de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis notamment son article 38 tel que complété par l'arrêté du Ministre des finances du 15 août 2019 ainsi que par la Décision Générale n° 23 du Conseil du Marché Financier du 10 mars 2020 relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et du représentant des actionnaires minoritaires, la **SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES « STA » SA** faisant appel public à l'épargne lance un appel à candidature pour la désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires devant siéger à son Conseil d'administration.

On entend par actionnaires minoritaires, les actionnaires personnes physiques détenant individuellement au plus 0,5 % du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5 % du capital.

La désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires, aura lieu par voie d'élection lors d'une assemblée électorale réservée aux actionnaires minoritaires. Le candidat désigné par l'assemblée électorale sera soumis à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les états financiers de l'exercice 2024.

1. **LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ:**

Tout candidat au poste de représentant des actionnaires minoritaires doit satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétence et d'expérience adaptées à ses fonctions. IL doit être obligatoirement une personne physique et jouir de ses droits civils.

Ne peuvent être candidat(e)s au poste de membre représentant les actionnaires minoritaires au conseil d'administration:

- Les personnes se trouvant dans l'une des situations énoncées aux articles 193 du code des sociétés commerciales tel que modifié par la loi n°2016-36 du 29 Avril 2016,
- Les personnes ayant fait l'objet d'un jugement définitif pour infraction à la réglementation des changes ou à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent,
- Les personnes ayant fait l'objet d'une sanction de radiation et/ou de retrait d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice d'une activité professionnelle réglementée.

Par ailleurs; tout candidat à ce poste doit répondre, lors du dépôt de son dossier, aux conditions suivantes:

- Justifier d'une participation individuelle dans le capital de la société concernée ne dépassant pas 0,5 %;
- Ne doit avoir, au jour du dépôt de la candidature, aucun intérêt direct ou indirect avec la société concernée, ses actionnaires autres que minoritaires, ses administrateurs, de nature à le mettre dans une situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel;
- Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq (5) années qui précèdent le dépôt de candidature:
 - président directeur général, directeur général, directeur général adjoint, ou salarié de la société concernée,
 - Président directeur général, directeur général, directeur général adjoint, ou salarié d'une société appartenant au même groupe que la société concernée.
- Ne pas être président directeur général, directeur général, directeur général adjoint, président du directoire ou directeur général unique d'une société dans laquelle la société concernée est directement ou indirectement administrateur ou membre du conseil de surveillance ou dans laquelle le président du conseil d'administration, le directeur général, le directeur général adjoint de la société concernée (actuel ou l'ayant été depuis cinq ans) ou son salarié, est administrateur ou membre du conseil de surveillance;
- Ne pas être ascendant ou descendant ou conjoint du:
 - Président directeur général ou directeur général ou directeur général adjoint ou salarié de la société concernée,
 - Président directeur général, directeur général, directeur général adjoint ou salarié d'une société appartenant au même groupe que la société concernée.
- Ne pas être prestataire de services, notamment conseiller ou banquier, fournisseur ou client de la société concernée;
- Ne pas être, en même temps, membre du conseil d'administration d'une autre société admise à la cote de la bourse appartenant au même secteur d'activité ou d'une société appartenant au même groupe;

- Ne pas être président directeur général ou directeur général ou directeur général adjoint ou président du directoire ou directeur général unique, mandataire, actionnaire, associé ou salarié d'une société ayant des liens financiers, professionnels, commerciaux ou contractuels avec la société concernée ou d'une société concurrente;
- Ne pas exercer d'activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres;
- Ne pas être membre d'une association dont l'objet a un lien direct ou indirect avec le marché financier.

Conditions d'expérience et de compétence:

Les candidat(e)s à ce poste doivent, au moment de leur candidature: Avoir au moins une maîtrise (ou un diplôme équivalent);

Avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans la spécialité du management ou de la finance.

II. COMPOSITION ET DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE:

Le dossier de candidature doit comporter au moins les documents suivants:

- Une demande de candidature à l'attention du président du conseil d'administration présentant le candidat, les motifs de sa candidature et son profil,
- Une fiche de candidature selon le modèle prévu en annexe 1, le curriculum vitae du candidat, une copie d'une pièce d'identité,
- Une déclaration sur l'honneur, dûment remplie et signée par le candidat attestant qu'il répond aux critères d'éligibilité prévus par le présent appel à candidature, selon le modèle prévu en annexe 2,
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin numéro 3) datant de moins de trois (3) mois à la date du dépôt du dossier de candidature,
- Les documents justifiant les compétences et qualifications du candidat énoncées dans le curriculum vitae,
- une attestation de propriété des actions justifiant le taux de participation dans le capital de la société.

III. DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

La candidature doit être présentée obligatoirement dans une enveloppe fermée, portant la mention « A ne pas ouvrir, Candidature pour le poste d'un membre du conseil d'administration représentant les actionnaires minoritaires”, et ce au nom du Président de Conseil d'Administration de la société STA et doit parvenir au siège de la société sis au ZI Borj Ghorbel Ben Arous, directement au bureau d'ordre de la société au plus tard le 25 Mars 2025 à 14 h date limite de réception des candidatures.

Tout dossier de candidature incomplet ou parvenu hors délai ne sera pas pris en compte par la société.

IV. LE PROCESSUS D'EXAMEN DES CANDIDATURES ET CHOIX DES CONDIDATS

Dès la clôture de l'appel à candidature, la **SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES «STA»** transmet, pour avis, au Conseil du Marché Financier la liste préliminaire des candidats admis à concourir. Le Conseil du Marché Financier peut refuser tout candidat inscrit sur la liste qui ne respecte pas les conditions légales exigées.

Dans un délai maximum de dix (10) jours qui suivent la clôture de l'appel à candidature, la **SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES «STA»** doit convoquer les actionnaires minoritaires en assemblée élective. L'avis de convocation sera publié sur le Bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis vingt-et-un (21) jours au moins avant la tenue de l'assemblée élective. La **SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES «STA»** mettra à la disposition des actionnaires minoritaires toutes les informations suivantes:

- Nom, prénom et date de naissance,
- Diplômes et qualifications, activités professionnelles au cours des dix (10) dernières années et notamment les fonctions qu'ils exercent ou ont exercées dans d'autres sociétés.
- Pourcentage de participation dans le capital.

L'assemblée élective doit avoir pour ordre du jour unique la désignation du représentant des actionnaires minoritaires. Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires minoritaires présents ou représentés détiennent au moins le tiers des actions détenues par l'ensemble des actionnaires minoritaires. A défaut de quorum, une deuxième assemblée est tenue sans qu'aucun quorum ne soit requis. Entre la première et la deuxième convocation un délai minimum de quinze (15) jours doit être observé.

La société doit soumettre la désignation du représentant des actionnaires minoritaires à la ratification de L'assemblée générale ordinaire.

Toutes les modalités de participation et de vote à l'assemblée élective seront exhaustivement détaillées dans l'avis de convocation.

:
**Annexe 1: FICHE DE CANDIDATURE AU POSTE
D'ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT LES ACTIONNAIRES
MINORITAIRES POUR LES ANNEES 2025-2026-2027**

Nom et Prénom:

Numéro CIN:

Adresse:

Téléphone Fixe:

GSM:

E-mail:

Profession/Activité:

Formation Académique:

Autres qualifications du candidat:

Nombre d'actions détenues individuellement dans le capital de la SOCIETE TUNISIENNE
D'AUTOMOBILES « STA» :

Annexe 2: DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) titulaire de la carte d'identité nationale numéro..... demeurant au , candidat à l'élection au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein du Conseil d'Administration de la **SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES « STA» SA** faisant appel public à l'épargne, déclare et atteste formellement et solennellement sur l'honneur :

- Répondre aux critères d'éligibilité prévus par l'appel à candidature.
- L'exactitude et la sincérité des informations détaillées dans mon Curriculum Vitae.
- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du code des sociétés commerciales tel que modifié par la loi n°2016-36 du 29 Avril 2016 ainsi que les interdictions mentionnées au sein de l'appel à candidature.

Signature